
Les contrats de travail dans les Caraïbes. Manifestations, défis et recommandations en termes de politique de développement.

Lauren Marsh*¹

¹Hugh Shearer Labour Studies Institute – Jamaïque

Résumé

Depuis les années 1970, plusieurs Etats caribéens ont implanté des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) pour stimuler la productivité et encadrer la croissance économique en levant les barrières douanières afin d'attirer les investisseurs étrangers. Cette approche a révolutionné les pratiques de production dans les Caraïbes en introduisant les techniques post-fordistes soucieuses de générer des hauts profits en réduisant les coûts de travail. Si les PAS ont augmenté la productivité grâce à la mécanisation des industries locales, ils ont échoué à assurer la sécurité de l'emploi pour les ressortissants Caribéens. De tels programme sont non seulement diversifié les pratiques de production dans plusieurs territoires caribéens, mais ont également popularisé l'usage de contrats de travail au sein de pays à la législation pauvre et dépendant étroitement des investissements des multinationales. L'absence d'une législation protectrice (comme la Loi Santé et Travail) ou l'échec de la mise à jour des lois existantes ont accru les défis liés aux contrats de travail dans certains territoires caribéens (Mark & Oxman, 2002 ; Moonilal, 2006). L'augmentation du nombre de contrats de travail dans de nombreux territoires caribéens résulte d'une combinaison de facteurs associés à un processus de globalisation (par exemple l'augmentation des chaînes d'approvisionnement accompagnée de l'externalisation des usines). Malheureusement, une grande ambiguïté subsiste sur ce qui constitue le contrat de travail. Dans les Caraïbes, cette ambiguïté dans la définition du contrat de travail est reflétée par la pauvreté législative (au sein des territoires) ou la rédaction d'un modèle législatif CARICOM pour fournir un guide à la politique de développement. Notre mise en contexte des contrats de travail abordera toutefois d'autres pays tels que l'Inde, qui ont établi des lois en vue de réguler les contrats de travail. Nous définissons cependant les contrats de travail comme une forme non-standard d'emploi où les travailleurs sont engagés par un intermédiaire vis-à-vis du contractant (principalement l'employeur) pour réaliser une variété de tâches pour une compagnie qui requiert certains services. En Jamaïque, Trinidad et la Guyane, ce genre d'emploi triangulaire (voir Moonilal, 2006) a été utilisé pour modifier des législations préétablies et des procédures de négociations collectives qui guident les formes standards d'emploi. Il existe une lacune dans la recherche concernant les manifestations des contrats de travail dans les Caraïbes. L'objectif principal de cette étude est cependant d'examiner les challenges associés à la régulation des contrats de travail et d'identifier les stratégies qui pourraient être utiles à la régulation des contrats de travail dans les pays des Caraïbes. La majeure partie de la littérature pour cette étude est basée sur une recherche menée dans les années 1990 par le Bureau des Activités pour les Travailleurs (ACTRAV) au sein de l'Organisation Internationale du Travail. Le reste de la littérature a été rassemblé d'après des études de cas conduites en Asie et en

*Intervenant

Inde. Notre communication débute par une analyse de la situation dans les Caraïbes avec un accent particulier sur les télécommunications et l'industrie touristique. Le point suivant fournit une contribution cruciale par l'analyse qualitative des défis identifiés par différents syndicats affiliés au Caribbean Congress of Labour (CCL). Cela sera suivi par une discussion sur les réponses de l'OIT et les gouvernements caribéens aux contrats de travail. La section finale de la communication consistera en une série de recommandations émanant de scientifiques et de membres de la CCL qui pourraient être utiles pour contrebalancer les effets négatifs des contrats de travail dans les pays des Caraïbes. Un instrument numérique a été élaboré puis disséminé pour obtenir des retours qualitatifs de la part des participants. Les recommandations émanant de cette étude pourraient assister les gouvernements dans le développement d'une politique d'encadrement similaire à celle existant dans les pays développés et en développement dépositaires de lois ou de mécanismes de régulation afin de contrôler les contrats de travail.

Contract Labour in the Caribbean: Manifestations, Challenges and Recommendations for Policy Development

Since the 1970s, several Caribbean states have implemented Structural Adjustment Programmes (SAPs) to stimulate productivity and drive economic growth by removing trade barriers to attract foreign investment. This approach revolutionised production practices in the Caribbean by introducing Post-Fordist techniques predominantly concerned with generating high profits by reducing labour cost. While SAPs have increased efficiency by mechanising local industries, they have failed to provide job security for Caribbean nationals. Such programmes not only diversified production practices in several Caribbean territories, but have also popularised contract labour within countries that are poorly regulated and highly dependent on capital investments from Multinational Corporations (MNCs). The absence of protective legislations (such as Occupational Safety and Health) or failure to update existing legislations has exacerbated the challenges associated with contract labour in some Caribbean territories (Mark & Oxman, 2002; Moonilal, 2006). In developing countries, contract labour constitutes a sizeable portion of the labour force and has grown significantly in areas previously associated with standard jobs (ILO, 2016). The growth of contract labour in many Caribbean territories results from a combination of factors associated with the globalisation process (eg. the growth of supply chains along with labour and manufacturing outsourcing). Unfortunately, there is a great amount of ambiguity as to what constitutes contract labour. Within the Caribbean, this ambiguity in defining contract labour is reflected in a paucity of legislations (within territories) or the drafting of a CARICOM model legislation to provide guidance for policy development. Our contextualization of contract labour therefore will be adopted from other territories (such as India) that has established legislations to regulate contract labour. We therefore define contract labour as a non-standard form of employment where workers are hired by an intermediary/ labour contractor (principal employer) to perform a variety of tasks for a company that requires certain services. In Jamaica, Trinidad and Guyana, this type of triangular employment relationship (see Moonilal, 2006) has been used to maneuver established legislations and collective bargaining procedures that guide standard forms of employment. There is a dearth of research focusing on the manifestations of contract labour in the Caribbean. The main objective of this study therefore is to examine the challenges associated with regulating contract labour and identify strategies that may be useful in regulating contract labour within the Caribbean region. Most of the supporting literature for this study are based on research conducted in the 1990's by the International Labour Organisation's, Bureau of Workers' Activities (ACTRAV). Other supporting literature was gathered from case studies conducted in Asia and India. The paper begins with a situational analysis of contract labour in the Caribbean with emphasis on the telecommunications and tourism industry. The next section provides a vital contribution by providing a qualitative analysis of the challenges identified by various trade union leaders affiliated to the Caribbean Congress of Labour (CCL). This is followed by a discussion on the responses of the ILO and Caribbean governments to contract labour. The final section of the paper consists of a series recommendations from academics and CCL members that may be useful to mitigating the negative effects of contract labour on Caribbean territories. An online instrument was designed and disseminated to retrieve qualitative feedback from participants. The recommendations emanating from this study may assist governments in developing a policy framework similar to that which exists in developed and developing countries that

have legislations or regulatory mechanisms to monitor contract labour.